L'allocation universelle: où en est-on?[1]

Philippe Van Parijs

in *Sortir du capitalisme. Le scénario Gorz* (Alain Caillé & Christophe Fourel eds.)
Paris: Editions au bord de l'eau, 2013, pp. 129-136.

Comme j'ai eu l'occasion de l'expliquer dans ma contribution au volume édité par Christophe Fourel, j'avais beaucoup d'admiration et d'affection pour André Gorz[2]. C'est à lui — « interpellateur intransigeant, inspirateur inoubliable » — que j'ai dédié *Refonder la Solidarité* (Le Cerf, 1996). Et ses *Adieux au prolétariat* est l'un des livres qui m'a le plus marqué, notamment en me convainquant de ce que l'objectif ultime, pour la gauche, ne pouvait être de transformer tous les salariés en fonctionnaires, et de ce qu'il importait, pour penser notre passé, notre présent et notre avenir, de penser l'économie et la société en termes ternaires plutôt que binaires : le marché, l'État et la sphère autonome.

Si l'on m'a invité à m'exprimer dans le cadre de cet hommage, cependant, ce n'est pas pour me livrer à un exercice gorzien, mais pour faire brièvement le point sur une idée à la réception de laquelle Gorz a fortement contribué, au moins autant en la soumettant à une critique attentive qu'en y exprimant *in fine* son adhésion. Je le ferai en référence à ce que j'ai appris lors du dernier congrès du Basic Income Earth Network (BIEN).

L'origine du BIEN remonte à un petit texte intitulé « L'allocation universelle », que j'avais rédigé au nom du Collectif Charles Fourier pour un numéro spécial de la *Revue nouvelle* (Bruxelles, avril 1985), paru sous ce titre et contenant notamment un commentaire d'André Gorz (« Allocation universelle : version de droite et version de gauche »). Ce texte remporta un concours organisé par la Fondation Roi Baudouin sur l'avenir du travail, et c'est le prix ainsi obtenu qui permit l'organisation du colloque fondateur du Basic Income European Network à Louvain-la-Neuve, en septembre 1986. Depuis lors, le BIEN a tenu un congrès tous les deux ans. Lors de son congrès de Barcelone, en 2004, il a décidé de devenir le Basic Income Earth Network, reconnaissant ainsi le fait qu'au fil des années l'intérêt actif pour l'allocation universelle s'était répandu sur d'autres continents. Les congrès ultérieurs se sont déroulés au Cap, à Dublin et à São Paulo. Le prochain se tiendra à Montréal. Le plus récent, en septembre 2012, s'est tenu à Ottobrunn, près de Munich. Deux choses m'ont particulièrement frappé lors de ce congrès.

DURABILITE ECOLOGIQUE ET ALLOCATION UNIVERSELLE : TROIS LIENS

Le premier est le lien entre l'allocation universelle et la durabilité écologique, qui était central dans plusieurs des présentations et des échanges qui y ont fait suite. A la réflexion, cependant, il s'avère qu'il ne s'agit pas d'un mais de trois liens logiquement indépendants et profondément différents les uns des autres.

Le renoncement au « plein emploi »

Le premier lien touche au thème du plein emploi. Il arrive qu' une allocation universelle soit défendue à la manière keynesienne, parce qu'elle stimulerait la croissance économique et donc l'emploi. Comme tout autre système de revenu minimum, elle redistribue en effet des riches, qui épargnent plus, vers les pauvres, qui dépensent plus, et aide ainsi à soutenir la demande de consommation et un climat de confiance chez les investisseurs. Plus souvent, cependant, et contrastant

[1] Ce texte reprend en grande partie l'intervention de clôture du 14e congrès du Basic Income Earth Network, dont une traduction française (par Laure Delmas, Marie-Laure Le Guen et Stanislas Jourdan) a été publiée sur <http://revenudebase.info/2012/10/reflexions-philippe-van-parjis-congres-basic-income-earth-network/>. (Traduction révisée par la rédaction. *N.d.E.*)

[2] « De la sphère autonome à l'allocation universelle », *in* Christophe Fourel, *André Gorz, un penseur pour le XXIe siècle*, La Découverte, Paris, 2009.

en cela avec beaucoup d'autres dispositifs de redistribution, l'allocation universelle est défendue au contraire parce qu'elle fournit une alternative à la poursuite du plein emploi à travers la croissance économique : *Freiheit statt Vollbeschäftigung* (la liberté au lieu du plein emploi) est l'un des slogans utilisés par les avocats allemands de l'allocation universelle. L'idée sous-jacente est que nous devons réussir à nous attaquer au chômage involontaire d'une manière qui ne repose pas sur une croissance de la production distançant constamment la croissance de la productivité et même d'une manière qui soit compatible avec la décroissance, telle qu'évoqué dans une session particulièrement fascinante de notre congrès.

Cette voie consiste à transformer à la fois de l'emploi involontaire et du chômage involontaire en chômage volontaire. Ou, pour la présenter différemment : à certaines personnes qui se rendent malades en travaillant trop il faut permettre de travailler moins, tandis qu'à d'autres, qui deviennent malades parce qu'elles sont exclues du travail, il faut permettre d'accéder aux emplois libérés par ceux qui travaillent trop. Il y a une manière simple de réaliser cela : une allocation universelle.

C'est là une conclusion à laquelle était arrivés, au début des années 1980, quelques-uns des tout premiers avocats d'une allocation universelle dans le contexte des premiers signes d'une prise de conscience des « limites de la croissance ». C'est aussi, fondamentalement, l'opinion de Baptiste Mylondo et des *décroissants*. La reconnaissance du droit à l'oisiveté est ainsi entendue comme une une solution au problème du chômage qui se veut anti-keynesienne, tournée vers l'offre et pas vers la demande et soucieuse de la planète.

La vérité des prix

Le second lien passe par le mécanisme des prix. Les prix sont un outil utile pour guider à la fois la consommation et la production. Ils condensent en un seul chiffre des millions d'informations sur les préférences des consommateurs et la rareté des facteurs de production. Mais ils peuvent très mal tourner en fin de compte du fait qu'ils n'intègrent spontanément ni le dommage causé à l'environnement, ni le droit des générations qui ne sont pas encore nées à utiliser leur part des ressources de la terre. Pour corriger ce double défaut majeur, certains prix doivent être considérablement augmentés pour refléter ce qu'on appelle les externalités négatives et protéger les intérêts légitimes des générations à naître. L'un des exemples saillants est celui d'une taxe carbone suffisamment élevée pour maintenir les émissions totales en dessous du plafond à ne pas dépasser, ou — ce qui revient fondamentalement au même —la vente au plus offrant de permis d'émission de carbone dont le total est égal à ce plafond. Dans un cas comme dans l'autre, ce sont les consommateurs qui devront ultimement payer le prix, mais il faut bien faire quelque chose avec les immenses recettes ainsi récolté. Que ce soit au niveau mondial ou au niveau européen, il y a une manière simple, juste et efficace de les distribuer : une allocation universelle.

La logique est fondamentalement semblable à la distribution égale de la rente foncière défendue dans *La Justice agraire* de Thomas Paine (1796). Trois propositions d'« éco-bonus » reposant sur ce principe ont été présentées à l'une de nos sessions, de la manière la plus détaillée par Ulrich Schachtschneider.

La nécessité de transferts transnationaux

Cependant, il existe un autre lien entre l'allocation universelle et la durabilité écologique. Ce qui en constiue le cœur est le rôle qui devra être conféré aux transferts transnationaux. Ceux qui établissent ce troisième lien pourraient partager avec les décroissants l'opinion selon laquelle nous, au « Nord », devons réduire notre consommation. Mais ils n'en concluent pas que nous devrions réduire notre temps de travail, car il n'y a pas vraiment de raison de penser que nous devrions réduire notre production en proportion de notre consommation. Cela semble paradoxal mais c'est facile à comprendre. Quiconque a visité la République Démocratique du Congo, par exemple, ne peut nier qu'il est tout simplement hors de question pour tous les habitants de la planète de parvenir à des conditions de vie dignes dans un futur prévisible grâce à une production locale. Pourquoi hors de question ? En raison de la combinaison d'une croissance démographique soutenue, de systèmes administratifs , judiciaires et scolaires profondément dysfonctionnels et manquant gravement de ressources humaines, et enfin de conditions climatiques qui, en l'absence d'une climatisation

généralisée impayable (et écologiquement catastrophique), ne peuvent que contribuer à perpétuer une faible productivité dans un grand nombre de pays.

Croire que le commerce équitable ou l'abolition de l'exploitation du « Sud » par le « Nord » permettraient à ces pays de s'en sortir n'est qu'un vœu pieu qui sert bien nos intérêts. La croissance de la production dans les pays pauvres peut et doit aider bien sûr, mais il ne faut pas compter principalement sur elle pour donner accès à tous et dans un futur prévisible à un niveau de vie au moins décent. Il faut aussi pouvoir compter sur une dose massive de l'un et/ou l'autre des deux autres moyens suivants : des migrations massives vers le Nord et des transferts massifs vers le Sud.

Si la migration de centaines de millions d'Africains vers l'Europe est considérée comme indésirable aussi bien par les communautés qu'ils quittent que par celles qu'ils rejoignent, seuls demeurent les transferts transnationaux. Et pour être durables à haut niveau, de tels transferts devront sans doute être à la fois interpersonnels (*et non* non intergouvernementaux) et universels (*donc* non soumis à un contrôle des ressources), c'est-à-dire qu'ils devront prendre la forme de quelque chose comme une allocation universelle. Comme pour le premier lien mentionné plus haut, la durabilité exige ici une diminution de la consommation dans le Nord et l'introduction d'une allocation universelle. Mais dans le premier cas, l'allocation universelle est là pour aider à augmenter le temps de loisir au Nord, alors que, dans le second, il sert à transférer de la richesse au Sud. Contrairement aux deux précédents, ce dernier argument n'a franchement rien à voir avec ce qui a suscité mon intérêt, il y a trente ans, pour l'allocation universelle. Mais il est intimement lié à l'argument que j'ai utilisé lors de ma contribution à l'une des sessions de ce congrès pour expliquer pourquoi le dispositif stabilisateur nécessaire au salut de l'euro doit prendre la forme d'une allocation universelle[3].

UNIVERSALITE ET INCONDITIONNALITE : LA CONJONCTION CRUCIALE

Le deuxième et dernier point que je voudrais mentionner a émergé très clairement de la discussion entre Götz Werner, directeur de la chaine de drogueries DM, et Wolfgang Strengmann-Kuhn, député des Verts au Bundestag. En Allemagne, l'essentiel du débat en matière de politique sociale porte sur la réforme drastique de l'Etat-Providence sous le gouvernement rouge-vert de Gerhard Schröder, réforme connue sous le nom d'*Agenda 2010* ou *Hartz IV* (2005).

Un premier pas : le cumul d'un revenu faible avec des prestations sociales

Il faut le reconnaître : en réduisant la durée des allocations de chômage, en réduisant le montant moyen de l'aide sociale et en augmentant la pression sur les allocataires pour qu'ils cherchent et acceptent un travail, cette réforme a amélioré la compétitivité de l'économie allemande. Mais dans une zone de libre-échange, rendre un pays plus compétitif c'est faire que les autres le soient moins, et si cette zone de libre-échange est aussi une zone de monnaie unique, cela signifie que ces autres pays sont condamnés à subir un déficit de leur balance commerciale, un chômage persistant et une pression accrue pour restaurer leur compétitivité en diminuant eux aussi leur protection sociale. C'est pourquoi la réforme *Hartz IV* n'est pas un détail dans la crise actuelle de la zone euro[4].

En même temps, il faut aussi reconnaître que rien ne s'est jamais passé qui ait été plus bénéfique que la réforme Hartz IV pour le débat allemand sur l'allocation universelle. Pour comprendre pourquoi, il faut noter que la moitié des bénéficiaires environ du nouveau dispositif officiellement appelé *Arbeitslosengeld II* (mais familièrement « Hartz IV ») sont au travail. En effet, la réforme a massivement étendu la possibilité du *Kombilohn* : le cumul d'un faible salaire avec des prestations sociales. Les partisans de l'allocation universelle ne devraient pas s'opposer à cette possibilité de cumul puisque l'allocation universelle consisterait précisément à la généraliser. Mais il y a une différence majeure. Gerard Schröder lui-même s'est plaint de ce que les employeurs « abusaient » de

[3] « Pas de zone euro viable sans euro-dividende », *Le Monde*, 6 mars 2012 ; et « The Euro-dividend », *Social Europe Journal*, 3 juillet 2013.

[4] Voir ma réponse à la défense de l'*Agenda 2010* par Gerard Schröder : « L'Agenda 2010 : un modèle pour l'Europe ? », Egmont Institute, Bruxelles, <www.uclouvain.be/8610>, avril 2012. Version anglaise : « Agenda 2010: a model for Europe? », *Green Europe Journal*, 8 janvier 2013.

Hartz IV en s'en servant pour recruter des travailleurs dans des emplois de piètre qualité, avec des conditions de travail très dures, sans formation ni aucune perspective d'amélioration.

Pas d'universalité sans inconditionnalité, et inversement

C'est précisément la raison pour laquelle les partisans de l'allocation universelle estiment l'inconditionnalité si importante : une allocation accordée aux travailleurs (potentiels) qu'ils soient ou non disposés à accepter un travail accroît leur pouvoir de négociation et donc leur capacité de refuser des emplois mal payés et sans intérêt intrinsèque.

Pour le dire autrement, *l'universalité* de l'allocation universelle – le fait qu'elle soit accordée sans condition de ressources – est ce qui permet à une personne de dire oui à un travail sous-payé. *Son inconditionnalité* – le fait qu'elle soir accordée aussi à qui quitte volontairement ou refuse un emploi – est ce qui permet de dire non à un travail sous-payé. L'universalité sans inconditionnalité est une recette idéale pour l'exploitation en raison de l'abus potentiel du dispositif du *Kombilohn* par les employeurs. L'inconditionnalité sans universalité est une recette idéale pour l'exclusion des pièges par des allocations réservées aux pauvres. En revanche, la conjonction de l'universalité et de l'inconditionnalité –fermement ancrée au cœur du mouvement pour l'allocation universelle depuis ses débuts – est le chemin qui mène à l'émancipation.

À quel point elle pourra être émancipatrice dépendra évidemment de son niveau. Comme le soulignait toutefois Wolfgang Strengmann-Kuhn, l'effet émancipateur commence à être produit même avec un niveau d'allocation universelle bien inférieur à ce qui serait jugé suffisant pour vivre toute sa vie, même en habitant en ville et seul. Même à un niveau sensiblement inférieur, un revenu de base à la fois universel et inconditionnel élargit les options accessibles et accroît ainsi le pouvoir de ses bénéficiaires : cela rendrait par exemple réaliste la possibilité d'accepter un stage ou un contrat d'apprentissage, de combiner la poursuite d'études avec un emploi à temps partiel, de prendre le risque de se mettre à son compte ou encore de créer une coopérative, dans des situations dans lesquelles, à l'heure actuelle, en l'absence d'une allocation universelle, la personne serait forcée d'accepter d'effectuer à temps plein un travail ingrat n'offrant aucune perspective.

Une allocation universelle « partielle », c'est-à-dire peu élevée mais véritablement universelle et inconditionnelle, est de ce fait une voie évidente par laquelle on peut avancer. Mais il y en a beaucoup d'autres, plus ou moins bien adaptés aux circonstances locales, plus ou moins atteignables dans un contexte politique particulier, plus ou moins susceptibles d'initier une séquence d'étapes de plus en plus émancipatrices plutôt que de déclencher une réaction destructrice.

POUR CONCLURE

Pour aller de l'avant, nous devons oser être des « visionnaires », comme André Gorz l'a été. Mais nous ne devons pas non plus avoir de scrupule à nous montrer « opportunistes ». Guidés par notre vision d'une société juste et d'un monde juste, nous devons être à l'affût d'opportunités politiques pour nous en approcher, sans pour autant nier l'ampleur des défis à venir – ceux liés à la mondialisation n'étant pas des moindres – et sans trop d'optimisme quant à un succès immédiat. Rien ne vaut, en effet, un pessimisme à court terme pour nous ménager une succession de bonnes surprises.

Et lorsque, malgré tout, le découragement pointe le nez, lorsque l'écart entre le moralement indispensable et le politiquement faisable paraît infranchissable, je suggère de penser au : Continuez ! qu'André Gorz nous adressait dans la lettre par laquelle il m'annonçait qu'il se faisait membre du BIEN, ou au *Weitermachen* ! qui orne la tombe d'Herbert Marcuse dans le cimetière de la Chausséestrasse de Berlin, ou encore à la phrase de Walter Benjamin sur laquelle se clôt *L'Homme unidimensionnel* : « C'est en raison de ceux qui sont sans espoir que l'espérance nous est donnée. »